

A large wind turbine is the central focus, positioned on the right side of the frame. The background features a scenic landscape with rolling hills, a dense forest in the foreground, and a small village nestled in a valley. The sky is a mix of light blue and warm orange, suggesting a sunset or sunrise. The overall composition is clean and modern, with a red geometric shape in the bottom right corner.

RAPPORT RELATIF À LA LOI ÉNERGIE CLIMAT

2022

Rapport relatif à la loi Énergie Climat sur l'exercice 2022 (publié le 30/06/2023)

Federal Finance

SOMMAIRE

Préface	3
Démarche générale de Federal Finance	4
Moyens internes déployés	9
Annexe	11



Préambule

Année après année, les enjeux sociaux et environnementaux - et en premier lieu la question climatique - prennent une importance centrale. Pour Federal Finance, filiale du groupe Crédit Mutuel Arkéa, la prise en compte de ces enjeux est inscrite dans son ADN. La transformation de sa maison-mère en entreprise à mission en 2022 a parachevé un mouvement initié de longue date et qui s'était déjà concrétisé par la publication de la Raison d'Etre du groupe en 2019, ou l'affirmation de l'importance de ces enjeux dans son Plan Moyen Terme « Transitions 2024 ».

Federal Finance, qui rassemble les expertises de banque privée (marque Arkéa Banque Privée) et de gestion d'actifs du Crédit Mutuel Arkéa sous la bannière Arkéa Investment Services s'inscrit dans ce mouvement. Dans cette stratégie, 2022 aura marqué une nouvelle étape : après des efforts de labellisation de sa gamme, Federal Finance Gestion a lancé des fonds portant des thématiques spécifiques avec notamment un fonds solidaire nous permettant d'être au soutien d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, ou un fonds dédié à la biodiversité. Pour sa part, Schelcher Prince Gestion a développé ses expertises sur des actifs réels et a renforcé ses outils et des équipes pour garantir la qualité de la prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance dans sa gestion.

2022 aura également marqué une accélération dans la mise en place de la réglementation européenne relative à la finance verte. Afin de mieux suivre les impacts des activités économiques des acteurs financés ou sur lesquels nos OPC sont investis, c'est désormais toute une batterie d'indicateurs qui est mise à la disposition des clients, via différents canaux d'informations (reporting annuels de nos fonds, fichiers dédiés standardisés pour nos distributeurs).

Dans ce contexte réglementaire exigeant, Federal Finance propose des produits d'investissement permettant de faire le lien entre deux besoins, d'une part, la nécessité de financer, directement ou indirectement, les acteurs des transitions, environnementales comme sociales, et d'autre part, de répondre aux attentes de ses clients pour donner du sens à leur investissement. Ce rapport, réalisé en application de l'article 29 de la Loi Energie Climat, présente la manière dont Federal Finance répond à ces défis . Les éléments sont arrêtés à la date du 31 décembre 2022. Ce document répond également aux exigences de publication de nos impacts (PAI) dans le cadre du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen (SFDR).

Démarche générale de Federal Finance, Investisseur Responsable

Le Crédit Mutuel Arkéa s'est construit sur un modèle coopératif et collaboratif. Les travaux menés autour de la « Raison d'Être » du Groupe puis ceux ayant conduit à sa transformation en entreprise à mission sont venus renforcer cette identité. Ainsi, le Crédit Mutuel Arkéa veut être acteur d'un monde qui se conçoit sur le long terme et prend en compte les grands enjeux sociétaux et environnementaux de notre planète pour les prochaines générations. En cela, le Crédit Mutuel Arkéa souhaite se positionner notamment comme un partenaire de ses parties prenantes, clients et sociétaires, dans l'accompagnement de leurs transitions ainsi que dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Pour Federal Finance, qui rassemble les expertises de banque privée et de gestion d'actifs du Crédit Mutuel Arkéa sous la bannière Arkéa Investment Services, il est donc légitime de se positionner comme Investisseur Responsable et prendre à son compte, dans la gestion de ses produits et services, cette ambition.

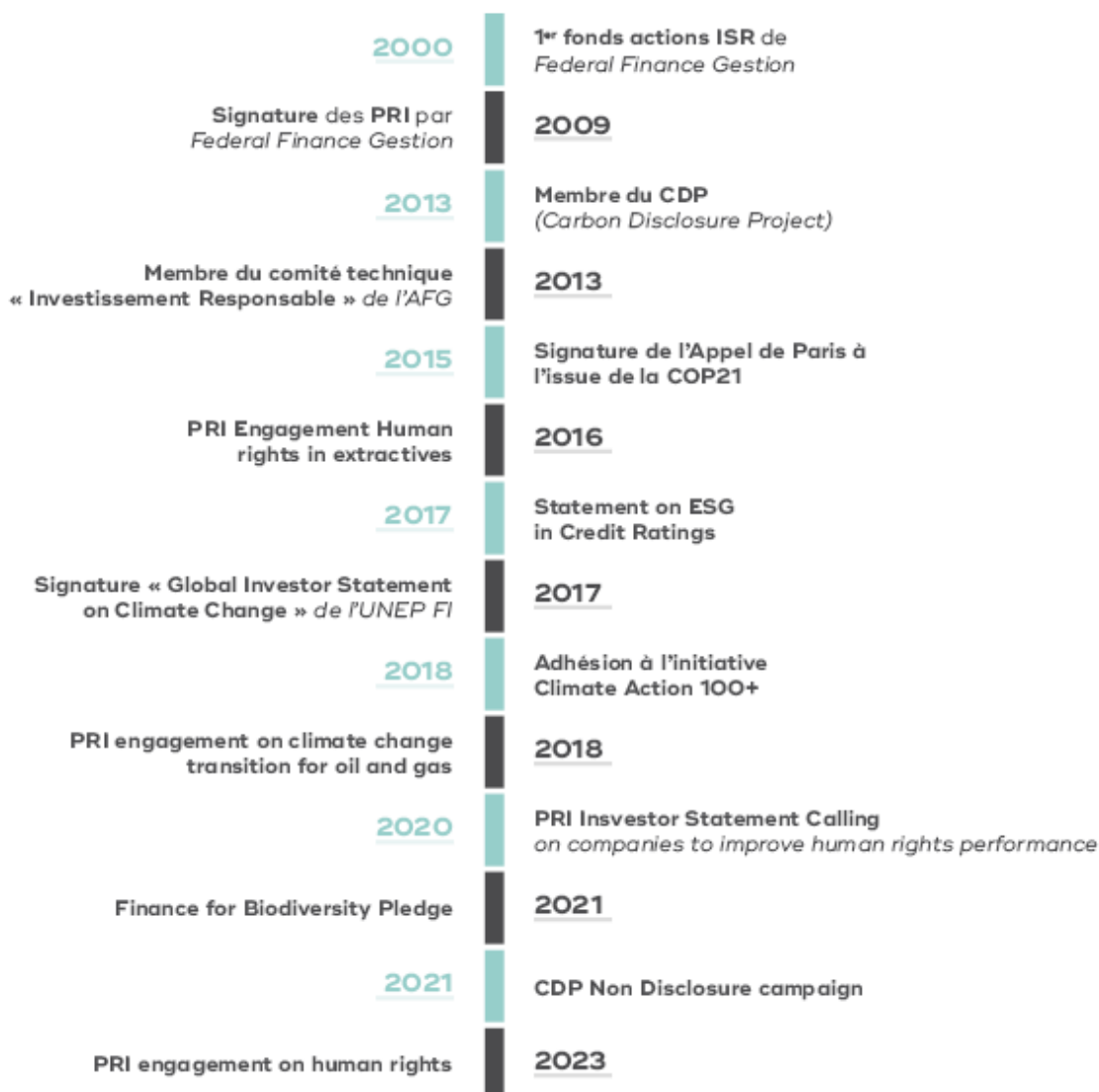
Federal Finance a la conviction que la performance financière bénéficie de la prise en compte des enjeux de développement durable, quels que soient les univers d'investissement. En effet, cette prise en compte traduit la capacité des entreprises dans lesquelles nous investissons à avoir une vision à long terme dans la conduite de leurs activités, de gérer leurs risques et opportunités. Elle est donc nécessairement corrélée à leurs performances.

Mais nous avons surtout la conviction que nos clients attendent plus de nous : au-delà de la performance financière, nous devons avoir l'ambition de leur proposer des produits qui donnent du sens à leurs investissements avec un impact positif sur l'environnement et sur l'Humain et dans le même temps accompagner les entreprises sur le chemin du changement.

Le modèle « multi boutiques » que nous avons développé permet de conserver une agilité dans la gestion avec de réelles compétences pour chacune de nos expertises. Grâce à ce modèle, notre intégration ESG n'est pas monolithique, elle est au contraire liée aux expertises de chaque société de gestion. Grâce à cela nous proposons l'approche la plus pertinente adaptée à chaque classe d'actif.

Ainsi, Federal Finance à travers sa filiale Federal Finance Gestion (à qui la gestion des mandats reçus par Federal Finance a été confiée) s'est engagée sur le segment de l'investissement responsable dès le début des années 2000 et continue de participer au développement de la finance durable par ses produits et par la participation active à des initiatives et associations de place promouvant cette approche de la gestion d'actif.

Dates clefs de l'intégration ESG chez Federal Finance Gestion



Afin de pouvoir intégrer au mieux ces enjeux de développement durable et notamment la question de la lutte contre le dérèglement climatique, la recherche ESG a été mise au cœur des processus de gestion. Cette recherche est aujourd'hui intégrée à la plupart des fonds gérés par Federal Finance Gestion.

La répartition des encours des OPC et mandats gérés par Federal Finance Gestion au 31/12/2022 selon la classification SFDR est la suivante :

- Article 6 : 9%
- Article 8 : 90%
- Article 9 : 1%

Sur le périmètre de Federal Finance, 4 mandats, représentant 18% des encours (25 M€ d'encours sur un total de 141 M€) sont classifiés Article 8 selon SFDR.

La liste des produits concernés est disponible en annexe 1 du présent rapport.

Les portefeuilles confiés à Federal Finance étant des mandats de gestion et non des produits d'épargne collective, ils ne sont pas éligibles à des labels de finance durable.

Sur les différentes classes d'actif, l'intégration des enjeux de développement durable se déclinent ainsi:

Actions et Obligations

Cette mesure de la performance extra-financière des émetteurs comme des portefeuilles se fonde sur les approches suivantes :

- Approche sectorielle et normative : cette approche permet de mesurer l'implication d'un émetteur au regard de secteurs d'activités controversés (comme le charbon, les énergies fossiles non conventionnelles, le tabac), ou de normes françaises ou internationales (réglementation sur les armes controversées, pacte mondial des Nations-Unis par exemple). En fonction de ces implications, ces émetteurs sont alors exclus des portefeuilles sous gestion.

- Performance ESG *best-in-class* : cette approche consiste à mesurer la performance d'un émetteur comparativement aux pratiques des autres émetteurs comparables. Elle permet ainsi de mesurer cette performance au regard des enjeux spécifiques de chaque secteur d'activité. Et plus précisément la performance ESG *best-in-class* des entreprises dont l'approche a pour vocation de mettre en avant les acteurs qui, au sein de leurs secteurs d'activité, démontrent la meilleure gestion de leurs enjeux de développement durable.

Pour réaliser cette dernière, un référentiel constitué d'un ensemble de 20 critères est utilisé, reposant sur chacun des piliers E, S et G et permettant de mesurer l'ensemble des enjeux extra-financiers auxquels les entreprises font face.

L'approche *best-In-class*, précisée ci-avant, permet de sélectionner les entreprises les mieux notées d'un point de vue extra-financier au sein de leur secteur d'activité. Afin de comparer les performances des entreprises sur des enjeux pertinents et les comparer avec celles de leurs pairs, la classification sectorielle GICS (Global Industry Classification Standard), produite par Morgan Stanley Capital International (MSCI) et S&P (Standard & Poor's), est utilisée. En pratique, ce sont 69 secteurs qui sont analysés. Cette granularité permet une analyse fine des enjeux sectoriels.

Une matrice de pondération est alors établie, secteur par secteur, en prenant en compte les enjeux spécifiques des secteurs auxquels les entreprises appartiennent. Toutefois, la Gouvernance est systématiquement surpondérée. En effet, notre conviction en tant qu'investisseur responsable est que la Gouvernance constitue un pivot majeur en ce qu'elle irrigue l'ensemble des pratiques de l'entreprise. Nous cherchons donc à évaluer la qualité de la Gouvernance au travers de ces différents organes et des politiques mises en place (rémunérations, RSE, éthique...).

Afin de pouvoir donner des notes à chaque émetteur pour chaque critère, des bases de données de Sustainalytics, (notre fournisseur principal de recherche extra financière) sont utilisées. Federal Finance Gestion a développé son propre modèle d'analyse de données. En complément, les analystes de Federal Finance Gestion sont amenés à contacter directement les entreprises dans le cadre de leurs analyses. Ces prises de contacts directes ont un double avantage : d'une part, affiner la compréhension des pratiques des entreprises et d'autre part pouvoir promouvoir auprès d'elles les meilleures pratiques sur des enjeux matériels pour lesquels l'entreprise présente des marges de progression.

Une note est attribuée à chacun des piliers Environnement, Social et Gouvernance. Au sein de chaque secteur, les entreprises sont classées en fonction de leurs performances ESG sur une échelle allant de 0 à 20. Ces notations sont alors regroupées en quintiles sur une échelle allant de A pour les entreprises les plus performantes à E pour les entreprises en retrait.

Un analyste peut également initier une notation ESG sur un émetteur non suivi par les agences de notation externe ou amender la notation extra-financière existante dès lors qu'il possède une information quantitative ou qualitative lui permettant de justifier cet ajustement.

Les éléments justifiant la mise à jour d'une notation :

- informations ESG plus récentes et différentes des informations du provider de données,
- controverses, événements particuliers et/ou exceptionnels concernant un émetteur (pollution, accident industriel, annonce de restructuration, modification de gouvernance),
- toute autre information légitimant la révision de la notation.

Une revue peut également être réalisée sur l'ensemble des sociétés composant un secteur, portant sur un ou plusieurs critères.

Un analyste peut également décider de passer en revue l'ensemble des émetteurs d'un secteur, en se concentrant sur les critères importants au regard des enjeux de développement durable.

Ce processus peut inclure un échange avec les représentants d'une ou plusieurs entreprises, ou toute autre partie prenante (analyste d'agence de notation extra-financière, broker, association non gouvernementale, etc.).

Les notations initiées ou modifiées par les analystes sont revues a minima annuellement.

Pour éviter de s'exposer à des risques ESG sévères, Federal Finance Gestion a intégré à son dispositif de maîtrise des risques une clause d'interdiction d'investissement sur les émetteurs les moins bien notés (notation E) pour les fonds ayant des contraintes ESG.

OPC externes

S'agissant de l'investissement dans des OPC gérés par d'autres sociétés de gestion, un processus d'analyse est mené sur la société de gestion elle-même et sur l'OPC cible.

Concernant la société de gestion, un questionnaire est adressé annuellement permettant de mesurer le niveau de maturité de la société sur les questions de développement durable, les politiques et moyens en place ainsi que les pratiques RSE internes.

Concernant les OPC, sont privilégiés des OPC ayant reçu un label d'investissement responsable reconnu par les pouvoirs publics de leurs pays de domiciliation (tel que, par exemple, le label ISR en France, le label ESG Luxflag au Luxembourg). Pour les OPC n'ayant pas de label, une étude spécifique est réalisée afin de s'assurer notamment que ces derniers disposent de contraintes de gestion ESG suffisantes, allant en tout état de cause au-delà des exclusions légales (telles par exemple de l'exclusion des entreprises impliquées dans la fabrication de mines anti-personnel ou bombes à sous-munitions).

Ces études sont présentées lors d'un comité dédié présidé par le président du directoire de Federal Finance Gestion et qui comprend notamment le responsable des contrôles des

Risques, la responsable de la Recherche financière et ESG et le responsable de la Recherche ESG.

Émetteurs souverains

Les enjeux extra-financiers varient selon la nature des émetteurs (une société organise la formation et développe l'employabilité de ses salariés tandis qu'un Etat organise les systèmes d'éducation), Federal Finance Gestion a développé un référentiel d'analyse dédié aux Etats.

Les critères d'investissement reposent sur l'analyse des trois grands enjeux de développement durable, répartis en onze critères d'analyse dédiés aux Etats. Ces critères, reposant sur des bases de données publiques (mises à disposition par l'OCDE, l'Organisation des Nations Unis, la Banque Mondiale, l'Agence Internationale de l'Énergie, les ONG Freedom House et Transparency Internationale) permettent d'analyser l'ensemble des problématiques de développement durable et de responsabilité auxquelles sont confrontés les Etats.

Les Etats sont ainsi classés au regard de leurs pratiques de développement durable. La note extra-financière correspond à la moyenne des trois domaines E, S et G analysés, reposant sur l'étude de onze critères. Les domaines E, S et G sont pondérés différemment selon le niveau de développement du pays appréhendé par le niveau atteint par le ratio de PIB/habitant. Au final, la note extra-financière d'un Etat est comprise entre A (maximum) et E (minimum). Pour éviter de s'exposer à des risques ESG sévères, Federal Finance Gestion a intégré à son dispositif de maîtrise des risques une clause d'interdiction d'investissement sur les émetteurs souverains les moins bien notés (notation E).

Informations des clients

Concernant la bonne information de nos clients sur la prise en compte des enjeux de développement durable, les clients ont accès sur le site internet de Federal Finance Gestion :

- aux politiques et rapports propres à notre société de gestion : [lien du site Federal Finance Gestion / section ESG](#)
- aux informations pré-contractuelles de nos mandats (notamment aux annexes SFDR des prospectus)
- aux rapports périodiques
- aux rapports annuels.

Enfin, en application du règlement européen (UE) 2019/2088 relatif à la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (réglementation « Disclosure » ou « SFDR »), les mandats intègrent une mesure de risque de durabilité ainsi que les éléments relatifs aux investissements dans des activités économiques considérées comme durables sur le plan environnemental au sens du règlement Taxonomie 2020/852. Une même information est par ailleurs intégrée aux rapports annuels publiés par ces portefeuilles en 2022.

Moyens internes déployés

A travers sa filiale Federal Finance Gestion, Federal Finance a mis en place une équipe dédiée permettant la production d'une Recherche ESG de qualité ainsi qu'une bonne intégration dans ses processus de gestion.

Ainsi, l'équipe de Recherche Financière et ESG est composée de 13 analystes, dont 7 se consacrent aux piliers ESG, Environnement, Social et Gouvernance. Cette équipe est partagée entre Federal Finance Gestion et Schelcher Prince Gestion, sa société sœur au sein de l'archipel Arkéa Investment Services.

L'équipe de recherche est organisée par secteur et fonctionne systématiquement en binôme d'analystes (un analyste financier et un analyste ESG) afin de combiner une approche financière et une approche ESG. Ces deux dimensions de l'analyse sont complémentaires et permettent une meilleure évaluation du risque d'investissement, mais aussi de l'opportunité.

En termes de données disponibles, un appel d'offres a été lancé en 2020 ayant conduit à la sélection en 2021 de Sustainalytics, comme principal fournisseur de données ESG. Cette décision a été prise compte tenu de la qualité de la recherche réalisée par ce fournisseur, acteur historique de l'information et la recherche ESG, ainsi que par la couverture disponible et l'outil de suivi des controverses. Federal Finance Gestion utilise par ailleurs les données produites par S&P Trucost s'agissant de celles relatives au climat (émissions de gaz à effet de serre, part verte, alignement à l'Accord de Paris, risque de transition).

Les notes calculées selon les modèles conçus par la Recherche ESG sont ensuite directement disponibles dans les outils de tenue de positions des gérants de portefeuilles, permettant de garantir une prise en compte des enjeux ESG dans les actes de gestion. De même, une plateforme intranet a été développée leur permettant un accès aux notations et caractéristiques ESG des émetteurs et permettant la réalisation de simulations afin de mesurer les impacts des décisions de gestion. L'outil fournit pour chaque fonds une décomposition de chaque donnée ESG (intensité carbone, responsabilité carbone, trajectoire portefeuille, part verte, part brune, investissement à impact) par type d'instrument financier (monétaire, taux fixe, etc.) et pour chaque portefeuille. Ces développements sont délégués à "Data, Analytics & Innovation", l'équipe de *data scientists* de Federal Finance, maison mère de Federal Finance Gestion. Le budget consacré à la prise en compte des enjeux ESG (fournisseurs de données extra-financières et d'achat de recherche auprès des contreparties de marché) s'élève pour Federal Finance Gestion à 213000€ en 2022, soit 11% du budget de Federal Finance Gestion dédié aux prestations financières.

Au total, 28 ETP de Federal Finance Gestion sont alloués aux enjeux extra-financiers dont 7 à l'analyse, 18 à la gestion, 2 data analysts et 1 au département de la gestion des risques.

Au-delà des équipes directement concernées par la gestion des portefeuilles, chaque salarié de Federal Finance avait pu bénéficier en 2020 d'une formation en présentiel sur les enjeux climatiques, dispensée par un cabinet externe: Icare & Consult. En 2021, un module en e-learning est venu compléter le dispositif afin de maintenir les compétences des collaborateurs. Afin de poursuivre l'effort de sensibilisation, tous les collaborateurs de Federal Finance ont participé en, 2022 à une formation via l'atelier "Fresque de Climat" permettant de comprendre le fonctionnement, l'ampleur et la complexité des enjeux liés aux dérèglements climatiques.

Enfin, Federal Finance et Federal Finance Gestion participent activement à la filière Finance durable du Crédit Mutuel Arkéa. Déployée en 2021, cette filière regroupe une équipe centrale dédiée à la coordination et à l'animation de ces enjeux et des responsables finance durable dans les principales entités du groupe (filiales, fédérations et salle des marchés), en charge du pilotage des plans d'actions de leur entité. La filière a pour mission de soutenir la mise en œuvre de la stratégie ESG-Climat de Crédit Mutuel Arkéa, déclinaison de sa Raison d'être. La structuration de cette filière est considérée comme un levier d'accélération et un moyen de responsabiliser les différents métiers du groupe à l'intégration des enjeux ESG.

Annexe

Liste des produits financiers

Classification SFDR	Nombre de mandats	Part de l'encours	Montant de l'encours
Article 8	4	18%	25 030 699 €
Article 9	0	0%	0 €
			141 032 092 €